

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

Ministère de la transformation  
et de la fonction publiques

---

## **Convention de délégation de gestion relative au centre de gestion financière placé sous l'autorité du contrôleur budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers (opérations de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique)**

NOR : TFPF2300859X

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;
- du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 86-1.

Entre :

La direction générale de l'administration et de la fonction publique, représenté(e) par Mme Nathalie COLIN, directrice générale, désigné(e) sous le terme de « délégrant », d'une part,

Et

Le service de contrôle budgétaire et comptable ministériel des ministères économiques et financiers, représenté par M. Guillaume GAUBERT, contrôleur budgétaire et comptable ministériel, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la délégation*

En application du décret du 14 octobre 2004 susvisé et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement principal, le délégrant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, l'exécution d'opérations d'ordonnancement des dépenses relevant des unités opérationnelles mentionnées en annexe.

Le délégrant assure le pilotage des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

## Article 2

### *Prestations accomplies par le délégataire*

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

1. Le délégataire assure, pour le compte et sur demande formalisée du délégant, le traitement des actes suivants :
  - a) Il saisit et valide les engagements juridiques ;
  - b) Il notifie aux fournisseurs les bons de commande validés dans Chorus ;
  - c) Il saisit la date de notification des actes ;
  - d) Il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur budgétaire selon les seuils prévus ;
  - e) Le cas échéant, il enregistre la certification du service fait sur demande formalisée du service prescripteur ;
  - f) Il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
  - g) Il réalise, en liaison avec le service prescripteur, les travaux de fin de gestion et saisit notamment dans Chorus les opérations d'inventaire validées au sein des services par le responsable d'inventaire ;
  - h) Il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
  - i) Il participe au dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable du service prescripteur ;
  - j) Il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.
2. Le délégant reste chargé des décisions de dépenses, de la constatation et de la certification du service fait, du pilotage de ses crédits et de l'archivage des pièces qui lui incombe.

## Article 3

### *Obligations du délégataire*

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans Chorus et à rendre compte de son activité.

## Article 4

### *Obligations du délégant*

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

## Article 5

### *Exécution de la délégation*

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés l'exécution des actes mentionnés au 1 de l'article 2.

## Article 6

### *Modification du document*

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

## Article 7

### *Durée, reconduction et résiliation du document*

La présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elle est reconduite tacitement d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

La présente convention sera publiée au Bulletin officiel de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 28 décembre 2022.

Le délégrant

La direction générale de l'administration  
et de la fonction publique,

François CHARMONT

Le directeur, adjoint à la directrice  
générale de l'administration et de  
la fonction publique

Le délégataire

Service de contrôle budgétaire et comptable  
ministériel des ministères économiques et  
financiers

Guillaume GAUBERT

Le contrôleur budgétaire et comptable  
ministériel

## **ANNEXE**

### **UNITES OPERATIONNELLES**

**0148-CAFP-C001**

**0148-CAFP-C004**

**0148-CAFP-C005**

**0148-CAFP-C006**

**0349-CDBU-CEFI**

**0363-DITP-CEFI**

**0363-DNUM-CEFI**

**0351-CAFP-C001**

**(Pour apurement  
des opérations)**